



Déclaration de la FSU au CDEN de Gironde du 18 octobre 2024

*Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs, les membres du CDEN de Gironde,*

Nous tenons donc aujourd'hui le CDEN de bilan de la rentrée 2024.

Comment le faire sans nous projeter vers la rentrée prochaine au regard des premiers éléments du projet de loi de finances 2025 ? On nous annonçait la nécessité de faire 60 milliards d'euros d'économies. La prétendue priorité à l'Éducation annoncée par le Premier ministre ne laissait pas présager que le ministère de l'Éducation nationale en serait le principal contributeur. La FSU a donc reçu avec colère et consternation l'annonce de 4 035 suppressions de postes d'enseignant.es dont 3 155 pour le primaire.

L'argument de la baisse des effectifs dans le Premier Degré est un peu court au regard de l'état de l'École aujourd'hui.

Taux d'encadrement, effectifs par classe, remplacement, formation, enseignement spécialisé, inclusion... l'école française souffre déjà d'un manque d'investissement chronique comme le montrent les comparaisons internationales. L'OCDE confirme dans tous ses rapports que ce sont les pays qui investissent le plus dans l'école primaire qui réussissent le mieux à réduire les inégalités. L'ambition d'une école réellement inclusive, qui ne soit pas synonyme de souffrance pour tous.tes, exige des moyens. Ce budget annonce de fait un renoncement à la réussite de toutes et tous.

Selon le projet de loi de finances, le Second Degré devrait perdre près de 180 postes supplémentaires qui s'ajouteront aux plus de 8 860 supprimés depuis sept ans alors que la baisse démographique est toute relative notamment en Gironde. Les classes sont donc toujours surchargées en collège comme en lycée.

Pour un Service Public National d'Éducation fort et efficace, il faut des postes et il faut des enseignant.es pour les pourvoir.

Dans le premier comme dans le second degré, des postes ne sont pas pourvus par des titulaires à la rentrée. Les conditions de travail imposées aux enseignant.es non titulaires sont d'ailleurs souvent déplorables : absence d'une réelle formation, nomination sur plusieurs établissements...

Les personnels enseignants ne sont pas les seuls à manquer : psyEN, infirmières, assistantes sociales, assistant.es d'éducation et CPE sont en nombre insuffisant et se voient confronté.es à une charge de travail toujours plus grande et prennent de plein fouet les maux de la société qui ne restent pas à la porte des établissements scolaires. Les incivilités et violences l'illustrent au quotidien.

Quant aux AESH, l'annonce de création de 2000 postes supplémentaires, qui doit pour partie à une modification de rattachement de postes existants, n'est pas suffisante. De plus, les AESH doivent bénéficier d'un statut et d'un salaire digne ainsi que d'une formation à la hauteur des missions qu'on leur assigne.

Les conditions de travail de toutes et tous se dégradent. En témoignent les démissions et demandes de ruptures conventionnelles en forte hausse, les arrêts maladie en lien avec le travail, les alertes via les fiches Santé et Sécurité au Travail.

Les conditions de travail dégradées et les salaires en berne se traduisent par un effondrement des inscriptions aux concours d'enseignant.es. Cette perte d'attractivité déjà alarmante va devenir critique au moment où 330 000 enseignant.es prendront leur retraite d'ici à 2030.

Notre pays vient d'accueillir les JO. Ces derniers ont montré que les pratiques sportives sont sources d'émancipation, de fraternité, de dépassement, de progrès humains et d'inclusion. Pourtant, la France se classe 119^{ème} rang sur 146 pays concernant l'activité physique des adolescent.es et des inégalités fortes persistent concernant l'accès aux pratiques sportives. Les enjeux autour de la pratique physique et sportive ne peuvent se satisfaire de la simple annonce d'une journée nationale du sport. Dans le système éducatif, il est urgent d'améliorer la place de l'EPS et du sport scolaire de la maternelle à l'université car l'École est un lieu où toute une génération, sans discrimination, se confronte à la culture, aux apprentissages, où des habits de pratiques se construisent.

Nous alertons également, l'ensemble de la communauté éducative, sur la recrudescence d'opérations de tractages à la sortie des écoles et d'initiatives sur les réseaux sociaux menées par des collectifs de parents réactionnaires, proches de l'extrême droite ou de groupuscules religieux, qui contestent les programmes comme les enseignements et notamment la mise en place de l'Enseignement à la Vie Relationnelle Affective et Sexuelle. La FSU souligne qu'il est urgent que le décret sur l'EVRAS soit mis en œuvre pour asseoir cet enseignement indispensable à la construction d'une société de l'égalité entre les sexes, les genres et les sexualités.

Nous nous alarmons également du nombre d'enfants sans domicile dans notre département. Les écoles et collèges sont en première ligne quand les enseignant.es et les parents s'indignent légitimement de voir des enfants scolarisés dans leur établissement dormir à la rue ou à l'hôtel et ne se satisfont pas des non réponses apportées à ces situations dramatiques.

Pour finir, nous disons encore combien l'empilement de réformes sans concertation et sans bilan ni évaluation épuise l'ensemble des personnels. Parcoursup, réformes du lycée et du lycée professionnel, mesures du choc des savoirs au collège et en primaire, ces réformes se sont faites contre les personnels. Cette politique doit cesser. Il faut écouter les personnels. Il faut donner les moyens à l'école de relever les défis du XXI^{ème} siècle. En assumant de supprimer des postes d'enseignant.es mais pas seulement et de dégrader encore les conditions de scolarisation, l'exécutif prend la responsabilité d'accroître les inégalités scolaires, méprise la jeunesse et les personnels de l'Éducation. Ce choix est indigne.

L'austérité pour les Services Publics impacte également les collectivités territoriales qui sont amenées à faire des coupes franches au regard de leurs difficultés financières. Ainsi quand l'État se désengage de la solidarité territoriale, le Conseil Départemental de la Gironde diminue le budget dévolu aux actions culturelles en collège.

Dès aujourd'hui, la FSU appelle tous les personnels, les parlementaires et plus largement l'opinion publique, à faire front pour un tout autre projet pour l'École publique. L'alerte sociale déposée par les syndicats de l'Éducation Nationale lundi 14 octobre sur le budget 2025 est une première étape pour montrer que nous nous opposons à ce sabotage !